

L' « après-crise » ou les habits neufs du néo-libéralisme

FRÉDÉRIC LEBARON

L'expression « après-crise » qui se diffuse aujourd'hui dans les commentaires journalistiques et les arènes politiques est un indice de la stabilisation idéologique qui fait suite à un moment d'ébranlement sans précédent. L'on va pouvoir enfin mesurer le degré de « résilience » du système économique et financier mondial, pour reprendre un autre mot-clé des dirigeants politiques et économiques de la planète.

Le premier constat qui s'impose est que les énormes turbulences qui ont déstabilisé l'ordre mondial depuis 2007 n'ont pas remis en cause l'essentiel du cadre de politique économique et sociale qui prévaut, en particulier dans les pays du Nord.

Aux États-Unis, la politique de relance budgétaire massive n'ayant pas encore permis de sortir du chômage de masse, c'est l'arme traditionnelle de la relance monétaire qui est désormais privilégiée, dans la continuité de la stratégie développée par Alan Greenspan après le krach de la « bulle Internet ». Peu de commentateurs soulignent le paradoxe selon lequel ce que beaucoup ont présenté comme l'un des principales causes de la dernière phase de spéculation financière, l'excès de liquidités, est précisément le moyen utilisé aujourd'hui pour repartir de l'avant, au risque d'accentuer la « guerre des changes » mondiale. Les résultats électoraux parlementaires (*mid-term*) aux États-Unis montrent aussi l'ampleur du désarroi idéologique né de la crise : les fantasmes de restauration de la puissance américaine, la rhétorique anti-fiscale radicale, les crispations identitaires et religieuses sont à nouveau au premier plan et semblent voués à s'épanouir dans les années qui viennent, de même que, à un autre pôle, les poussées protectionnistes et anti-chinoises.

En Europe, le fanatisme orthodoxe des autorités monétaires semble avoir été décuplé par les politiques de relance

qui ont dégradé rapidement les ratios de déficit et de dette publique. Il se traduit, dans les différents espaces nationaux, par un programme politique désormais obsessionnel, qui vise à la réduction des déséquilibres. Or, celui-ci ne va pas simplement brider toute politique de lutte contre le chômage et, appréciation de l'euro aidant, enfoncer l'Europe dans la stagnation voire la régression : il va aussi continuer à éroder la confiance des citoyens dans les institutions européennes, accroître les tensions entre pays prétendument « vertueux » et pays « en difficulté », créer des dynamiques de crise sociale de plus en plus prononcées dans de nombreux pays. La gestion à la fois autoritaire et profondément idéologique de la contre-réforme des retraites en France, avant-goût de ce qui est d'ores et déjà dans les tuyaux pour la sécurité sociale, illustre la forme que prend aujourd'hui la politique publique dans de nombreux pays : des programmes standardisés visant essentiellement à réduire les dépenses publiques sont imposés aux citoyens, quels que soient leur degré d'injustice et leurs effets sociaux dévastateurs. Jamais la politique publique n'a autant été mesurée à l'aune d'indicateurs aussi discutables que les ratios de dette publique ou le taux de prélèvement obligatoire, et ne s'est autant éloignée de la recherche du bien-être collectif et de la solidarité. Le *leitmotiv* de la « réforme » illustre cette absence de perspective de moyen terme, en dehors de l'accroissement de la compétitivité dans la mondialisation.

Le G20 a certes ouvert la gouvernance de l'économie mondiale à quelques-uns des pays émergents qui pèsent désormais le plus dans les dynamiques économiques et sociales : Brésil, Inde, Russie, Chine et quelques autres. Ceux-ci sont engagés dans des dynamiques spécifiques nouvelles et semblent moins dépendants des *diktats* du Nord dans les domaines monétaire, financier ou commercial. Pourtant, leur montée en puissance se trouve aujourd'hui confrontée à des obstacles particulièrement forts et de nature nouvelle, dont certains rappellent d'ailleurs des phases récentes de l'histoire économique et financière.

Les dynamiques du système de change mondial, hautement spéculatif, déstabilisent les pays dotés de changes flexibles et soumettent à une pression accrue ceux qui refusent de laisser leurs monnaies s'apprécier trop vite.

L'afflux de capitaux dans les pays du Sud accroît les logiques spéculatives au sein de ceux-ci : de nouvelles bulles sont apparues et se développent rapidement aujourd'hui, y compris dans le secteur immobilier. Jusqu'à quand ?

Les prix des matières premières sont à nouveau poussés à la hausse, ce qui menace la stabilité économique et sociale dans de nombreux pays. La situation commence de ce point de vue à ressembler à celle du premier semestre 2008.

La recomposition du capitalisme mondial redessine rapidement les rapports de force entre secteurs, régions, groupes sociaux, ce qui peut aussi avoir pour conséquence des formes d'instabilité nouvelles.

Surtout, le récent G20 de Séoul a montré que toute tentative volontariste de pilotage coordonnée au niveau mondial butte désormais sur les forces centrifuges et les logiques autonomes qui caractérisent les différents pays et régions du monde. La Chine n'obéira pas aux *diktats* du Nord concernant le yuan. Les États-Unis continueront de mener une politique monétaire agressive pour relancer la consommation et l'emploi. L'Europe reste paralysée par ses problèmes internes et elle est incapable de porter un projet de « régulation » qui irait au-delà d'un toilettage du capitalisme financier ou d'un monétarisme intransigeant. De ce point de vue, elle a peut-être rejoint le Japon dans le groupe des « géants » économiques sans grande influence sur les règles du jeu mondial. Enfin, les pays émergents continuent de se battre pour une plus grande « ouverture » des marchés du Nord et des règles de concurrence moins biaisées en leur défaveur, sans grande chance d'être entendus.

Plus que jamais, ce sont les peuples qui peuvent infléchir le cours des choses et enrayer la reconstitution d'un ordre mondial capitaliste porteur tout à la fois d'injustices et de crises. Le mouvement français sur les retraites montre que la combativité sociale est bien supérieure à ce qu'annonçaient les haut-parleurs de la propagande officielle et qu'elle ne va pas s'estomper alors que la contre-réforme enracine un peu plus dans le droit les iniquités fiscales et sociales déjà criantes de la société française. Le terrain des mobilisations s'étend et se diversifie. Des convergences commencent à se construire plus concrètement, entre secteurs, pays et groupes sociaux. Si l'on est encore loin d'un mouvement global doté d'un projet commun de transformation sociale, avec des objectifs et des moyens clairement définis, celui-ci pourrait s'affirmer plus rapidement qu'on ne l'imagine, à la faveur de la reconstitution d'une dynamique de crise mondiale qui semble à nouveau imminente. ■